

Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

No. 2025TADJAF/0187

Jugement en rectification d'une erreur matérielle

Audience publique du lundi, vingt-quatre mars deux mille vingt-cinq.

Numéro du rôle : TAD-2025-00099

Composition :

Lexie BREUSKIN,

Juge aux affaires familiales;

Micael DA SILVA RIBEIRO,

Greffier.

Entre:

PERSONNE1.), née le DATE1.) à ADRESSE1.), demeurant à L-ADRESSE2.),

partie demanderesse aux termes d'une requête déposée en date du 21 janvier 2025 par Maître José LOPES GONÇALVES,

comparant par **Maître José LOPES GONÇALVES**, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch,

et:

PERSONNE2.), né le DATE2.) à ADRESSE1.), demeurant à L-ADRESSE3.),

partie défenderesse aux fins de la prédite requête,

comparant par **Maître Gilbert REUTER**, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

LE TRIBUNAL

Les faits et rétroactes de l'affaire résultent du jugement n° 2025TADJAF/0107 rendu entre parties en date du 24 février 2025 dont le dispositif est conçu comme suit :

« *Par ces motifs:*

le juge aux affaires familiales auprès du Tribunal d'arrondissement de Diekirch, siégeant en matière civile et de divorce, statuant contradictoirement,

vu la requête en divorce déposée en date du 21 janvier 2025,

vu la convocation du 23 janvier 2025 invitant les parties à comparaître à l'audience du 10 février 2025;

reçoit la requête de PERSONNE1.) en la forme;

vu les débats menés à l'audience du 10 février 2025,

constate la rupture irrémédiable des relations conjugales entre PERSONNE1.) et PERSONNE2.);

dit la demande en divorce de PERSONNE1.) basée sur les articles 232 et suivants du Code civil recevable et fondée ;

prononce partant le divorce entre les époux PERSONNE1.), née le DATE1.) à ADRESSE1.), demeurant à L-ADRESSE2.), et PERSONNE2.), né le DATE2.) à ADRESSE1.), demeurant à L-ADRESSE3.), mariés devant l'officier de l'état civil de la commune de ADRESSE4.) en date du 12 août 2023 ;

dit que la décision du divorce prend effet dans les rapports entre conjoints, en ce qui concerne leurs biens, à la date du 1^{er} octobre 2024 ;

condamne PERSONNE2.) aux frais et dépens de l'instance. »

À la suite de la constatation d'une erreur matérielle, les parties furent informées par courrier du 27 février 2025 que l'affaire paraîtra à l'audience du 10 mars 2025 à 8.30 heures.

Sur ce, le juge aux affaires familiales prit l'affaire en délibéré et fixa le prononcé du jugement à l'audience publique du lundi, 24 mars 2025, lors de laquelle fut rendu le

JUGEMENT

qui suit :

Le tribunal constate qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le jugement n° 2025TADJAF/0107 du 24 février 2025 consistant en l'annexion d'une requête concernant d'autres parties.

La rectification d'une erreur est permise lorsque l'erreur a été commise par la juridiction saisie elle-même. Opérer cette rectification n'est pas porter atteinte à la chose jugée, mais faire respecter les intentions du tribunal et sa véritable décision (Dalloz, Rép. de Proc. Civ., verbo jugement, n° 392).

La faculté de procéder à une rectification de jugement est subordonnée à une double condition. Il faut, d'une part, que l'erreur à rectifier soit une erreur purement matérielle, et d'autre part, que la rectification ne conduise pas à une véritable réformation du jugement (Dalloz, Rép. de Proc. civ. et com., verbo jugement, n° 470 et s.).

Toute erreur ou omission n'est partant pas susceptible de rectification. Le critère n'est pas tellement dans la distinction entre l'erreur matérielle et l'erreur intellectuelle, mais plutôt entre l'erreur volontaire et l'erreur involontaire.

Quand le juge s'est trompé et qu'il a voulu atteindre le résultat qu'il cherchait, cette erreur n'est pas rectifiable et ne peut être corrigée que par l'exercice des voies de recours. En revanche, si l'erreur provient d'une inadvertance, d'une négligence ou d'une inattention qui a trahi l'intention profonde du juge, cette erreur peut faire l'objet d'une rectification (R. Perrot, L'arrêt d'appel, Journées d'études des avoués près les cours d'appel, oct. 1980 : Gaz. Pal. 1981, 1, doc. p. 238).

En l'espèce, le jugement n° 2025TADJAF/0107 du 24 février 2025 comporte une erreur matérielle en ce qu'il indique comme requête annexée celle d'une autre affaire.

La rectification, consistant en l'annexion de la requête correspondant aux parties du litige, a pour objet une erreur purement matérielle, sans que ne s'élève aucune difficulté sur le sens et la portée de la décision.

En opérant cette rectification, la portée de la décision n'est pas altérée et il n'est pas porté atteinte à l'autorité de la chose jugée.

La demande en rectification de PERSONNE1.) est, partant, à déclarer recevable et fondée.

Par ces motifs:

le juge aux affaires familiales auprès du Tribunal d'arrondissement de Diekirch, siégeant en matière en rectification d'une erreur matérielle, statuant contradictoirement,

reçoit la demande en rectification d'une erreur matérielle introduite par requête du 30 avril 2024 en la pure forme,

dit la demande en rectification recevable et fondée,

partant, **dit** qu'au jugement n° 2025TADJAF/0107 rendu en date du 24 février 2025 est annexée la requête suivante :

L'original est déposé
du Tribunal d'Arrondissement
de Diekirch le:
21 JAN. 2025

REQUÊTE EN DIVORCE

À MADAME/MONSIEUR LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES
SIÉGEANT EN MATIÈRE DE DIVORCE
POUR RUPTURE IRRÉMÉDIABLE

A l'honneur de vous exposer très respectueusement par le ministère de son mandataire constitué soussigné, Maître José LOPES GONCALVES, avocat à la Cour, demeurant à L-9265 DIEKIRCH, 2-4, rue du Palais, en l'étude duquel domicile est élu ;

Madame Lucélia JESUS SOARES, née le 3 août 1988 à São Vicente (Cap-Vert), demeurant à L-9910 TROISVIERGES, 1, rue de la Laiterie.

En date du 12 août 2023, la requérante a contracté mariage par-devant l'officier de l'état civil de la commune de Troisvierges avec Monsieur Edir Renato FERNANDES DA CRUZ, né le 21 octobre 1995 à São Vicente (Cap-Vert), demeurant à L-9905 TROISVIERGES, 49, Grand-rue.

Aucun contrat de mariage n'a été contracté entre les parties, de sorte qu'ils vivent sous le régime de la communauté légale de biens.

De leur union est issu aucun enfant.

Les deux époux sont de la nationalité cap-verdienne.

Les époux n'ont signé aucune convention de loi applicable conformément à l'article 5 c) du Règlement (UE) n°1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010 (Rome III), de sorte que conformément à l'article 8 a) dudit règlement, la loi luxembourgeoise est applicable à la présente, alors que la résidence habituelle des époux au moment de la saisine de la juridiction se trouve au Luxembourg.

A ce jour, la rupture de la vie commune est devenue irrémédiable, et la partie requérante se voit obligée de demander le divorce contre son prédit époux.

A CES CAUSES

Voir convoquer les parties devant Vous pour :

quant au fond :

la partie requérante conclut à ce qu'il Vous plaise, Madame/Monsieur le Juge aux affaires familiales,

recevoir la présente demande en la forme;

la dire fondée et justifiée ;

voir prononcer le divorce entre parties sur base de l'article 232 et suivants du Code civil luxembourgeois en raison de la désunion définitive et irrémédiable du couple ;

voir ordonner le partage et la liquidation de la communauté de biens existant entre parties ;

voir commettre un notaire pour procéder à ces opérations de partage et de liquidation ;

dire que les effets du jugement de divorce entre les époux remontent à la date de la cessation de la cohabitation et de la collaboration effective des époux, soit au mois d'octobre 2024, sans préjudice quant à la date exacte ;

pour autant que de besoin, la partie requérante se voir autoriser durant l'instance à résider séparée de son époux à l'adresse sise à L-9910 TROISVIERGES, 1, rue de la Laiterie, avec défense pour la partie Edir Renato FERNANDES DA CRUZ de venir l'y troubler ;

voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant toutes voies de recours, sur minute et avant l'enregistrement sauf en ce qui concerne le prononcé du divorce et la liquidation de la communauté ;

condamner en tout état de cause la partie adverse à l'entière des frais et dépens et émoluments, au vœu de l'article 238 du Nouveau Code de procédure Civile et en ordonner distraction au profit de Maître José LOPES GONCALVES qui affirme en avoir fait l'avance, sinon instituer un partage largement favorable à la partie de Maître José LOPES GONCALVES ;

la condamner encore à payer à la partie de Maître José LOPES GONCALVES une indemnité de procédure de 1.000,00 Euro sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ;

voir réserver à la partie requérante tous autres droits, dus, moyens et actions; sous toutes réserves ;

Diekirch, le 14 janvier 2025

Profond respect
s. Maître José LOPES GONCALVES



met les frais du présent jugement à charge de l'État,

ordonne que mention du présent jugement rectificatif sera faite en marge de la minute du jugement rectifié jugement n° 2025TADJAF/0107 rendu en date du 24 février 2025 et qu'il ne sera plus délivré d'expédition, ni d'extrait de ce dernier sans la présente rectification,

ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant toute voie de recours et sans caution.

Ainsi prononcé en audience publique, au Palais de Justice à Diekirch, par Nous, Lexie BREUSKIN, Juge aux affaires familiales, assistée du greffier Micael DA SILVA RIBEIRO.

Le Greffier,

Le Juge aux affaires familiales,